

Le Chef de l'Etat vient d'instruire la mise en œuvre d'un plan de solidarité en faveur de nos compatriotes anglophones.

Le côté humanitaire et la magnanimité de Paul Biya ne sont plus à mettre en doute. Surtout, après la énième action humanitaire qu'il vient de poser à l'endroit des Camerounais des régions anglophones réfugiés au Nigéria, suite aux exactions des bandes sécessionnistes. Le Président de la République vient en effet de lancer un fonds de solidarité à l'endroit desdits compatriotes obligés d'abandonner leurs terres, sous la hantise des terroristes.

La bonne nouvelle est venue du ministre de la Communication Issa Tchiroma Bakaray. « Le Président de la République vient d'instruire la mise en œuvre d'un plan de solidarité en faveur de nos compatriotes concernés », a déclaré le Mincom au cours d'un point de presse le 14 juin 2018.

Notons que cette déclaration tombe à point, puisqu'elle vient juste à la suite de la publication d'un énième rapport à charge de l'Ong Amnesty International, sur le Cameroun. Les propos du Mincom avaient clairement pour but de rejeter « avec la plus grande fermeté, ce rapport à charge contre le Cameroun et son armée. Un rapport entaché de grossiers mensonges, de déductions hâtives, de manœuvres diffamatoires et inadmissibles qui s'inscrivent dans une stratégie de harcèlement et de déstabilisation du Cameroun », pour reprendre ses propres termes.

L'on apprendra par la même occasion que dans les prochains jours, une mission intergouvernementale se rendra à la rencontre de ces compatriotes déplacés chez le voisin, afin de créer des conditions de retour dans leurs villages respectifs. Cette mesure présidentielle est également l'une des recommandations énumérées par la Commission pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, que chapeaute l'ancien Premier ministre Peter Mafany Musongue. Recommandations faites à l'issue d'une mission en fin mai, dans les deux régions en crise, avec pour but de recueillir les doléances des populations en vue d'un retour à la normale.

Depuis le début de cette crise, le gouvernement, sous instruction du Chef de l'Etat, a fait quelques concessions. Notamment, le recrutement de 1000 professeurs bilingues, l'avènement de la section Common Law à la Cour suprême et le recrutement des magistrats anglophones.

Cette mesure de Paul Biya est la 2e en un mois seulement, après celle du 2 juin 2018. Ce jour-là, le couple présidentiel a mobilisé au profit des victimes de Boko Haram dans la région de

l'Extrême-Nord, cible de plusieurs attaques terroriste en janvier et février dernier le long de la frontière avec le Nigeria, un don de 70 millions de FCFA et des denrées alimentaires. Lesquelles étaient constituées des sacs de sorgho, des sacs de maïs, des cartons de poisson sec, des cartons d'huile végétale et des sacs de sel.
